

POUR SAUVER L'UNION EUROPÉENNE, IL FAUT DÉCRÉTER UNE PAUSE DANS L'INTÉGRATION

Hubert Vedrine

Pour sauver l'Union européenne, il faut décréter une pause dans l'intégration

Aujourd'hui que doit faire l'Europe face au flot de réfugiés syriens? Après la fin de l'URSS, l'Europe s'est vue dans un monde post-tragique. Paix, société civile, commerce. Tout cela a donné l'idéologie sans frontiériste de Schengen, libre circulation -formidable!- sans se préoccuper du contrôle externe des frontières ou encore de la création d'un corps européen de gardes-frontières. Cela semblait superflu. Cela pouvait fonctionner cahin-caha, s'il n'y avait pas eu un tel flot de réfugiés, de migrants économiques, plus quelques terroristes se glissant dans ce flux. Il n'était pas étonnant que le système disjoncte et que des pays sur la route des Balkans, ou ailleurs, suspendent la libre circulation. Que pensez-vous de l'arrangement avec la Turquie sur le renvoi des migrants vers ce pays? Devenu inévitable. Dans une telle situation, nous sommes obligés de passer par les conditions turques. On peut toujours trouver que cela est choquant, que le président Erdogan exagère. Mais on n'a pas d'autre solution immédiate. La Grèce était en train de devenir une gigantesque souricière. Régler le problème en ouvrant les portes à tout le monde en Europe, ce serait avoir l'extrême-droite à 60% dans tous les pays et le risque de voir des milices privées se créer aux frontières! Peut-on encore croire au projet européen? Pas sans le redéfinir presque totalement. Il faut enrayer le risque n°1: le décrochage des populations. Or il n'y a plus de projet tout fait qu'il suffirait de «relancer». En Europe il y a maintenant en moyenne 15% à 25% d'anti-Européens, 15% à 20% de pro-Européens dont une toute petite partie d'Européistes fédéralistes. Et il reste environ 60% de «sceptiques» au sens de déçus, ou d'euro-allergiques qui trouvent que l'Europe vampirise ce que les pays ont pu garder de souveraineté ou d'identité. Pour moi la priorité avant même la question des réfugiés, avant même la question terroriste ou le défi russe, c'est de rattraper ces sceptiques et ces euro-allergiques. Car s'ils décrochent vraiment, le projet est mort. On pourra inventer tous les gadgets possibles pour la zone euro, faire des invocations rituelles («L'Europe est la solution, pas le problème!»), cela ne marchera pas. La priorité c'est d'arriver à leur parler et leur dire «on vous a entendu». Si on évoque tous les matins le saut fédéral, ils décrocheront encore plus. Les peuples ne veulent pas aller plus loin. Il faut arrêter de dire tous les jours «plus d'Europe» et de traiter ceux qui ne veulent pas aller plus loin d'archaïques, souverainistes, lepénistes, fascistes... Ainsi après la pause de facto de l'élargissement, il faut annoncer une pause dans l'intégration. Faut-il tout abandonner dans cette construction européenne? Justement, non. Mais c'est ce qui se passera si on ne renverse pas ce rejet des peuples. Si on change d'approche, on pourra dire qu'il y a encore deux ou trois choses à faire ensemble: rétablir la libre circulation, refaire Schengen avec un contrôle sérieux des frontières à l'extérieur, harmoniser plus étroitement la zone euro, compléter le semestre budgétaire par un sorte de «serpent de convergence fiscale». Sans abandon de souveraineté, mais par exercice en commun de la souveraineté. Ce ne serait pas fait par européisme mais par nécessité concrète. Le corollaire est de prendre des décisions radicales de subsidiarité comme le prévoyait déjà Delors, ce que le président Juncker a repris en confiant cette tâche au vice-président Frans Timmermans. Ce qui signifie clairement que la commission doit cesser d'interpréter le traité européen dans un sens de surenchère permanente. Il faut casser la connivence entre la commission, le parlement et la cour de justice. Certes cela est compliqué car cela suppose une révision des traités. Mais si l'on ne fait pas cela, la rupture entre l'Union européenne et les peuples sera consommée. L'Amérique et l'Europe ont elles «maltraité» la Russie? Non pas «maltraité». Mais traité d'une façon inintelligente, avec désinvolture, et morgue. On les a bêtement humiliés. Mais il n'y a pas non plus à donner un blanc-seing à la Russie, ni de lui donner raison sur tout. Même Henri Kissinger a reconnu que l'on n'a pas su intégrer la Russie à l'ordre de sécurité après la fin de l'URSS. Quand les Européens ont élaboré le mandat d'association avec l'Ukraine, ils n'ont pas cherché un accord équilibré. L'orientation polono-balte a prévalu: définir un mandat qui coupe l'économie ukrainienne de la Russie. C'était évident qu'il y aurait une réaction à un moment ou à un autre. Mais la Russie est un problème géopolitique classique, plus facile à traiter que l'affaire islamiste, ou les mouvements de migration dans tous les sens, ou le désarroi européen. Est-ce que cela veut-dire qu'il faut lever les sanctions contre la Russie? C'est le but. Je ne sais pas si l'on peut les lever toutes en une seule fois. Mais il faut donner vite un signe encourageant, sans attendre la fin de l'année en levant une partie des sanctions. La France devrait le faire sans attendre l'unanimité des 28 qui est seulement requise pour les prolonger. Même s'il faudra peut-être en maintenir certaines. Est-ce que sur la Syrie Poutine a eu raison? C'est un peu exagéré de dire cela. Mais on a eu tort de penser que l'affaire syrienne pouvait se régler sans la Russie. Car c'était le seul point d'ancrage qu'elle avait gardé à l'extérieur, la Russie avait installé des bases militaires sans oublier les milliers de familles mixtes russo-syriennes. En tout cas cela se joue sans la France, qui a manqué de réalisme, y compris sur Poutine. Or aujourd'hui ce sont les Russes plus que les Américains qui ont la main en Syrie. Quel rôle l'Amérique peut-elle jouer? Les Américains, en dépit des mauvais rapports entre Obama et Poutine, reparlent aux Russes car ils n'ont pas eu le choix et que cela est cohérent avec le réalisme froid du président américain. C'est plutôt un égoïsme de puissance, plutôt qu'un isolationnisme. Pour lui, les Etats-Unis n'ont pas intérêt à intervenir partout sauf si les intérêts vitaux de l'Amérique sont en jeu. Et que la Syrie soit gouvernée par X ou Y n'en fait pas partie. Obama a-t-il mené la bonne politique étrangère? Il a peut-être fait deux ou trois erreurs sur des points tactiques ou ponctuels mais son analyse stratégique reste convaincante et son bilan est très important. Sa politique est peut-être tellement peu émotionnelle qu'il ne mesure pas l'impact même d'un très léger désengagement américain. C'est dommage que pendant toute sa présidence, la France ne se soit pas bien entendu avec lui, pour des raisons totalement différentes, sous Nicolas Sarkozy comme sous François Hollande et Laurent Fabius. On est passé à côté. Que faire face à Daech? Ce qu'il faut c'est d'abord se protéger, résister, endiguer. Ce que Barack Obama a réussi à coups de bombardements. Mais cela ne suffit pas. Pour éradiquer Daech, il faut les battre, il faut une coalition avec tout le monde et il faut trouver après des solutions politiques qui fonctionnent en Syrie, en Irak et en Libye. Dans les deux premiers cas, il faut des politiques qui donnent une place aux Sunnites. Le drame au Moyen Orient c'est que chaque puissance régionale est assez forte pour contrarier les plans de l'autre puissance régionale: Turquie, Iran, Arabie saoudite, Egypte, mais aucune n'est assez forte pour imposer son schéma. Ce qui provoque un enlèvement et une lutte sans fin. Et aucune puissance extérieure n'est capable de faire ce que nous avons fait, à tort ou à raison, après la première guerre mondiale avec les accords Sykes-Picot. Il faut se faire à cette idée d'un Moyen Orient qui peut continuer à se déstructurer sans que personne ne soit complètement le maître du jeu. Les Nations Unies ont-elles un rôle à jouer? Dans mon dernier essai «Le monde au défi», je constate qu'il n'y pas encore de «communauté» internationale, en tout cas au niveau des peuples, ni sur la base des valeurs occidentales/universelles, ni sur celle de l'économie globale de marché. La Charte des Nations Unies est belle mais elle est peu mise en pratique. Finalement, le seul élément commun à toutes les populations dans le monde, c'est la vie sur la planète. C'est une prise de conscience qui dépasse la COP21 car elle ne s'appuie pas seulement sur le climat, mais aussi la biodiversité et les pollutions, et qui concerne toutes les civilisations, toutes les populations. Il faut donc inventer une sorte de «géo-écologie». On y arrivera par un long processus d'écologisation des différents domaines: agriculture, énergie, industrie, construction, transports etc. Sur ce but d'une planète restant habitable pour des générations et des générations, il n'y a pas d'oppositions insurmontables. C'est un pont que je tente de lancer entre géopolitique et géo-écologie. On verra si c'est compris ... Est-ce une utopie? Oui une utopie, au sens vrai et fort du terme, à long terme mais elle sera mobilisatrice et deviendra réalité économique avant même d'être conceptuellement comprise.



Homepage > Publications > Pour sauver l'Union européenne, il faut décréter
une pause dans l'intégration



26/05/2016